VILLE D'ORANGE
JE MAINTIENDRAI

POLICE ADMINISTRATIVE SPECIALE

GESTION ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ORANGE, le 23 avril 2025

N°601
Publié le : 28 AVR. 2025

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION, DU STATIONNEMENT ET DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1, L. 2212-2, L.2213-1 et L. 2213-6 relatifs aux attributions du Maire, à la Police Municipale, à la Police de la circulation et du stationnement ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, R-2122-1 et suivants, et L.2125-1 et suivants, relatifs aux règles générales d'Occupation du Domaine Public ;

VU la délibération n°052/2025 du Conseil Municipal en date du 03 février 2025, parvenue en Préfecture de Vaucluse le 07 février 2025, portant révision des tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1er mars 2025 ;

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints du 30 novembre 2021 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Vaucluse en date du 23 avril 2025 ;

VU la demande du 22/04/2025 par laquelle l'entreprise DELVARRE DEMENAGEMENT, dont le siège est situé à TAULIGNAN (26770) – 12, rue du Coulard, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public, en vue d'un déménagement.

Considérant que pour permettre l'exécution d'un déménagement avec un camion de 20m3 et assurer la sécurité des salariés de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

- ARRETE -

ARTICLE 1 : L'entreprise **DELVARRE DEMENAGEMENT,** ci-après dénommée « le bénéficiaire » est autorisée à occuper le domaine public :

LIEU (de l'occupation du domaine public) : **Avenue de l'Arc de Triomphe**
ADRESSE DU DEMENAGEMENT : **180 Avenue de l'Arc de Triomphe**
NATURE (de l'occupation du domaine public) : **stationnement d'un camion de 20m3 sur la chaussée**
DURÉE : **le mardi 06 mai 2025 – entre 07h00 et 18h00**
REDEVANCE : **gratuité**

ARTICLE 2 : Au vu des modalités d'occupation du domaine public citées dans l'article 1, il y a lieu de règlementer la circulation et le stationnement comme suit :

- **La circulation des véhicules de toutes sortes sera perturbée et réduite sur une voie de circulation au droit du n°180 Avenue de l'Arc de Triomphe ;**
- **La circulation piétonne sera perturbée sur le trottoir, au droit de l'intervention ;**
- **La signalisation sera mise en place par l'entreprise.**

ARTICLE 3 : Les véhicules en infraction seront mis en fourrière sans préavis.

ARTICLE 4 : La signalisation de l'intervention sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par l'Entrepreneur et placée sous sa responsabilité, **avec une signalisation CF 22)** – coordonnées : **Monsieur DELVARRE (06.13.63.12.26).**

ARTICLE 5 : Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son activité, celle de ses sous-traitants, son personnel ou de l'installation de ses biens mobiliers.

En outre, le bénéficiaire de la présente autorisation doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir le libre accès des services et engins de secours aux immeubles et aux bouches d'incendie.

ARTICLE 6 : Cet arrêté doit être apposé à l'intérieur du (des) véhicule(s) sur le pare-brise, de manière à permettre le contrôle par les agents de la collectivité chargés du contrôle.

ARTICLE 7 : Lorsque l'emplacement attribué est constitué par des places de stationnement, **la réservation matérielle de celles-ci doit être effectuée 48h avant le début de l'intervention et relève de la responsabilité du bénéficiaire.**

ARTICLE 8 : La signalisation, notamment dans le cas d'une déviation de la circulation, sera conforme à la règlementation en vigueur et mise en place par le bénéficiaire, sous sa responsabilité.

ARTICLE 9 : De même, si nécessaire, une signalétique particulière sera mise en place par le bénéficiaire et sous sa responsabilité afin d'assurer la sécurité des piétons.

ARTICLE 10 : La demande d'ouverture de bornes, en dehors des horaires des services municipaux, dépendra de la Police Municipale de la ville d'Orange : 04.90.51.55.55.

ARTICLE 11 : Les droits des tiers et des riverains sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera publié sur le site de la ville d'Orange.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois.

ARTICLE 14 : Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de circonscription, Monsieur le Chef de Police Municipale et les agents chargés du contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et pourront retirer la présente autorisation si les prescriptions énoncées ci-dessus n'étaient pas respectées.

Le Maire,

Yann BOMPARD

MAIRIE D'ORANGE
VAUCLUSE
GESTION ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC